

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

11 février 2021

SANTÉ AU TRAVAIL - (N° 3881)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 29

présenté par

M. Cherpion, Mme Valentin, M. Ramadier, M. Bazin, Mme Bazin-Malgras, Mme Anthoine, M. Dive, M. Cornut-Gentile, Mme Corneloup, Mme Boëlle, M. Cattin, M. Perrut, Mme Kuster, Mme Tabarot, Mme Audibert, M. Door, M. Sermier, M. Manuel, M. de la Verpillière, M. Jean-Claude Bouchet, Mme Bouchet Bellecourt, M. Bouley, Mme Dalloz, Mme Bonnivard, M. Quentin, Mme Trastour-Isnart, Mme Genevard, M. Gosselin, M. Meyer et M. Vatin

-----

**ARTICLE 8**

Substituer à l'alinéa 13 les trois alinéas suivants :

« 2° Le premier alinéa de l'article L. 4622-10 est ainsi modifié :

« a) Après le mot : « régional », sont insérés les mots : « des priorités fixées par la branche professionnelle dans les cas de service de branche, » ;

« b) Après le mot : « compétents », sont insérés les mots : « et le cas échéant l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics ». »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L'accord national interprofessionnel sur la santé au travail, signé le 9 décembre 2020 par les partenaires sociaux, considère que la branche professionnelle est un cadre privilégié pour formaliser les grandes priorités dans le domaine de la prévention des risques professionnels. Il précise, par ailleurs, que les services de santé au travail de branche, qui participent activement à la prévention des risques professionnels dans les secteurs concernés, doivent conserver leurs spécificités.

Dans ces conditions, il est nécessaire que les contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens des services de branche intègrent les priorités définies par la branche professionnelle.

En complément, dans un secteur spécifique comme le BTP doté de différentes structures « santé prévention », il est nécessaire pour la bonne articulation entre les acteurs, que le contrat pluriannuel

d'objectif et de moyens soit également conclu avec l'OPPBTP (dont l'existence, l'organisation et le déploiement de ses missions actuelles sont réaffirmés par l'accord national interprofessionnel).